

Tribune libre, Le Mag, octobre 2005

### **Logement : il faut agir !**

La crise du logement que subit actuellement la France, l'Île-de-France et bien sûr le Val d'Oise est sans précédent depuis l'après-guerre. Toutes les familles, sauf peut-être les plus aisées, sont touchées de plein fouet. Que dire alors de la situation des plus précaires ? L'aggravation de la crise sociale les entraîne dans la spirale infernale : endettement, contentieux, expulsions... Même de nombreuses familles de la « classe moyenne » n'arrivent pas accéder ni au logement locatif, ni à la propriété sans s'endetter lourdement sur 30 ans.

Les drames qui ont touché à Paris des immeubles et leurs habitants les semaines passées obligent à agir. L'état de certains bâtiments dans le Val d'Oise mais aussi les incidents qui ont eu lieu récemment dans certains d'entre eux (Argenteuil, Pontoise) montrent que des catastrophes similaires pourraient survenir dans notre département.

D'où l'impérieuse nécessité d'agir pour le droit au logement et depuis des mois les élus socialistes sollicitent le Président du Conseil général dans ce sens.

La priorité réside dans la maîtrise du foncier. Dans ce domaine, notre collectivité ne peut continuer à manœuvrer avec les Conseils généraux des Yvelines et des Hauts-de-Seine pour empêcher la création d'un établissement public foncier régional, seul outil qui permettrait un véritable développement équilibré, solidaire et en conformité avec l'intérêt général en matière de logement. Plutôt que d'opter pour une démarche politicienne partisane nous devons soutenir le Conseil régional.

Dans le Val d'Oise il y a urgence, il faut certes construire au plus vite mais aussi réhabiliter de nombreux quartiers, et s'interroger sur les destructions qui ne sont pas forcément pertinentes en période de pénurie.

Il faut nous mobiliser à tous les niveaux avant un blocage complet. Un plan d'urgence en faveur du logement doit être proposé par notre collectivité en collaboration avec le Conseil régional et les services de l'Etat.

La crise est là, si elle n'est pas prise à bras le corps, elle risque d'ici quelques mois de ne plus pouvoir être surmontée. Une telle situation ne peut plus se contenter de mots, il faut agir, le Conseil général peut y contribuer fortement s'il en a la volonté et s'en donne les moyens. C'est sa responsabilité.